



SUB-SAHARAN AFRICA WOMEN'S EMPOWERMENT DEMOGRAPHIC DIVIDEND PLUS (SWEDD+) PROJECT

Titre des Termes de Référence

RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR L'ELABORATION DE LA POLITIQUE GENRE ET INCLUSION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA CEDEAO.

Octobre 2025

1. INTRODUCTION

Aujourd'hui, malgré les énormes potentialités et les actions entreprises durant les dernières décennies, le continent Africain continue d'occuper une place peu favorable dans le classement de l'économie mondiale. Cette situation pourrait être justifiée par le difficile accès aux marchés et aux opportunités aussi bien pour les femmes, les hommes et les jeunes.

Selon le rapport 2016-2017 de l'Observatoire mondial de l'entrepreneuriat sur les femmes, l'Afrique subsaharienne compte plus de femmes entrepreneures dans le monde, mais elles continuent de se heurter à des obstacles spécifiques liés au genre, tels que le niveau d'éducation et de formation commerciale des femmes, les droits de propriété, les violences économiques, les aspects juridiques et culturels. Ces obstacles impactent significativement leur autonomisation économique, leur épanouissement, mais également leur accès au financement et aux services financiers.

Un autre facteur pesant pour les femmes demeure leur faible niveau d'instruction. A la différence de leurs homologues masculins, la plupart des femmes commerçantes transfrontalières présente des niveaux d'alphabétisation et ou d'instruction faibles. Cela limite leur capacité à accéder et/ou à comprendre les instruments et textes réglementaires, leurs droits et obligations et autres informations clés afférentes à leurs activités (règles et procédures de passage des frontières).

Au regard de ces inégalités notées entre les sexes dans l'accès à l'éducation, à la santé, au marché du travail, aux ressources financières, aux instances de prise de décision nationales, la CEDEAO s'est engagée depuis longtemps dans la promotion de l'égalité de genre et de l'autonomisation économique des femmes. Ainsi, des efforts considérables ont été déployés pour que les femmes et les jeunes soient acteurs, agents et bénéficiaires du développement socioéconomique de la région.

En termes de politiques et programmes, on peut, citer, entre autres : la Vision 2050 de la CEDEAO et les documents du Cadre stratégique ; la Politique Genre de la CEDEAO ; l'Etude sur le schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO et le commerce transfrontalier ; le Programme d'appui à la promotion de la formation spécialisée technique et professionnelle au profit des jeunes filles par la mise à disposition de bourse d'excellence ; le projet « 50 million de femmes ont la parole » (50MWSP) qui permet d'interconnecter les femmes entrepreneures de la CEDEAO entre elles et avec leurs sœurs des autres Communautés régionales ; le Programme d'appui technique et financier aux femmes transformatrices de produits agricoles, halieutiques et artisanaux ; la Stratégie Régionale de la CEDEAO sur le Commerce ; le Plan d'action Genre et Commerce de la CEDEAO 2015-2020 ; l'Accord sur la Zone de Libre-échange Continentale Africaine (ZLECAF) ; l'Acte additionnel relatif à l'égalité de droits entre les femmes et les hommes pour le développement durable dans l'espace CEDEAO ; la Politique de la CEDEAO sur la prévention et la réponse au harcèlement sexuel dans les lieux de travail et les établissements d'enseignement de

la région ; la Stratégie régionale de la CEDEAO pour la prévention et la réponse à la violence sexuelle et sexiste et l'élimination de toutes les formes de violence contre les femmes et les filles.

Pour la CEDEAO, l'inclusion financière et économique est un facteur essentiel de réduction de la pauvreté et la promotion de la prospérité dans l'espace régional. De ce point de vue, le commerce transfrontalier est devenu une source importante de revenus pour de très nombreuses femmes. Il contribue à leur autonomisation économique et à l'amélioration des conditions de vie de leurs familles. Le commerce transfrontalier peut ainsi constituer un moteur important de la croissance inclusive.

La promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des jeunes, telle que formulées dans les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits des femmes, nécessite la mise en place de programmes et politiques permettant l'accès des femmes aux ressources financières et aux opportunités économiques. L'élimination des disparités de genre est un élément essentiel pour l'atteinte de la croissance économique, l'autonomisation financière, le développement durable et, par voie de conséquence, la participation des femmes aux instances de prise de décisions.

C'est pourquoi, la CEDEAO, avec l'accompagnement de la Banque Mondiale, s'est engagée ainsi à poursuivre et améliorer la mise en œuvre des projets d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique en Afrique Sub-Saharienne à travers le SWEDD-1 & 2 (2015-2024) et aujourd'hui le SWEDD+.

L'objectif du projet est d'améliorer l'accès des filles et des femmes à l'apprentissage, aux opportunités économiques et à l'utilisation des services de santé, et de renforcer la capacité institutionnelle de la région en matière d'égalité entre les hommes et les femmes.

Le Projet SWEDD+ est mis en œuvre à travers trois composantes que sont :

- Le projet SWEDD+ comporte trois composantes énumérées ci-dessous qui seront mises en œuvre conjointement par l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS), le Département du développement humain et des affaires sociales de la CEDEAO (DHDSA) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) au niveau régional ainsi que les unités de coordination nationales dans les sept (7) pays participants au SWEDD+ :

- Composante 1 : Concevoir et mettre en œuvre des interventions transformatrices en matière de genre qui favorisent l'autonomie sociale et économique des filles et des femmes ;

- Composante 2 : Augmenter l'utilisation de services de qualité en matière de santé de la reproduction, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de nutrition des adolescents (RMNCAHN) et le nombre d'agents de santé qualifiés au niveau communautaire ; et

- Composante 3 : Favoriser l'engagement et la capacité régionaux et nationaux en matière d'élaboration de politiques sur l'égalité des sexes et de mise en œuvre de projets.

Ces composantes cadrent parfaitement avec les domaines d'intervention identifiés de la Commission et des Etats membres de la CEDEAO pour l'atteinte d'un bien-être collectif à moyen et long terme et figurent ainsi en bonne place dans la « Vision 2050 » de la CEDEAO,

Le SWEDD+ est considéré comme un programme unique soutenant plusieurs pays que sont le Burkina, la Gambie, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal, le Togo et le Tchad. Il offre des possibilités d'apprentissage par les pairs et de collaboration entre eux. Cette approche collaborative nécessitera des efforts de coordination supplémentaires pour que les progrès des pays soient réalisés en parallèle et des efforts aussi d'harmonisation au niveau des Etats membres de la CEDEAO.

Le Recrutement d'un Cabinet/Firme pour l'élaboration de la politique Genre et inclusion économique et financière de la CEDEAO contribue à la Composante 1 de SWEDD+, dénommée « **COMPOSANTE 1 : Concevoir et mettre en œuvre des interventions transformatrices en matière de genre qui favorisent l'autonomie sociale et économique des filles et des femmes ; Sous-composante (SC) 1.4. Accroître les opportunités économiques et l'inclusion financière des femmes et des filles** ».

2. OBJECTIFS DE LA CONSULTANCE

Objectif général

L'objectif principal de cette mission est d'élaborer la perspective genre dans l'inclusion économique et financière dans l'espace CEDEAO en lien avec les politiques et programmes d'égalité genre et d'autonomisation des femmes et des jeunes dans la région.

Objectifs spécifiques :

Plus précisément, la mission consiste à :

- i. Faire un état des lieux de la situation des femmes et des jeunes en matière d'inclusion économique et financière et de participation aux prises de décisions notamment les acquis, les difficultés rencontrées, les défis, les perspectives et les réponses apportées par la CEDEAO ;
- ii. Faire une analyse de la situation des Femmes et des Jeunes dans la stratégie d'inclusion économique et financière de la CEDEAO en lien avec ses politiques d'égalité de genre et d'autonomisation des femmes ;
- iii. Proposer un projet de politique régionale sur la prise en compte de la perspective genre dans la stratégie d'inclusion économique et financière de la CEDEAO.

3. PROFIL DU CABINET

- La mission doit être réalisée par un cabinet d'étude ayant une expérience pertinente en élaboration de politique de développement et plus spécifiquement des politiques en matière de politique Genre et Inclusion économique et financière, y compris sur financement des partenaires technique et financiers dont la Banque mondiale.
- Le cabinet doit avoir au moins 5ans d'expérience dans le domaine du développement et de l'intégration régionale, de l'analyse des questions d'inclusion économique et financière et de l'analyse et la formulation des politiques économiques financières sensibles au genre.
- Le Cabinet doit disposer d'une équipe comprenant les experts ayant les profils et les expériences suivants :

3.1. Expert économiste

- Diplôme universitaire de niveau Master 2 ou plus sciences économiques ;
- Avoir des compétences avérées en analyse de données (quantitatives et qualitatives) ;
- Avoir un minimum de 05 ans d'expérience dans le domaine du développement, de l'intégration régionale et de l'analyse et la formulation de politiques d'inclusion économique et financière dans une perspective genre ;
- Avoir une connaissance de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes et des filles ainsi que des instruments internationaux et régionaux y afférents ;
- Être familier(e) avec les politiques, les outils et les techniques liés au genre et commerce de la ZLECAF ;
- Avoir une bonne connaissance de la Région CEDEAO et de ses politiques d'intégration régionales en lien avec l'inclusion économique et financière ;
- Avoir une bonne capacité rédactionnelle et en communication ;
- Maîtriser l'anglais ou le français. Une connaissance pratique d'une 2ème langue sera un atout.

3.2. Expert Statisticien/Gestionnaire de base de données

- Diplôme universitaire de niveau Master 2 ou plus en statistique ou gestion de base de données ;
- Avoir une parfaite maîtrise de logiciels spécialisés pour collecter, traiter, analyser et interpréter des données numériques afin de soutenir l'élaboration de la politique Genre et inclusion économique et financière ;
- Avoir un minimum de 5 ans d'expérience dans le domaine de l'analyse et l'interprétation de données socio-démographiques, économiques et financières ;
- Avoir une connaissance de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes et des filles ainsi que des instruments internationaux et régionaux y afférents.
- Avoir une bonne connaissance de la Région CEDEAO et de ses politiques d'intégration régionales en lien avec l'inclusion économique et financière ;

- Avoir une bonne capacité à communiquer des résultats complexes de manière claire et concise ;
- Maîtriser l'anglais ou le français. Une connaissance pratique d'une 2ème langue sera un atout.

3.3. Expert Socio-anthropologue

- Diplôme universitaire de niveau Master 2 (BAC+5) ou plus en sciences sociales (Sociologie et anthropologie).
- Avoir une excellente capacité de collecte et d'analyse de données socio-démographiques et des dynamiques de transformations sociales et économiques dans la région CEDEAO.
- Avoir un minimum de 5 ans d'expérience dans le domaine du développement, et de l'intégration régionale, y compris l'analyse des acquis, des défis et de la perspective de la CEDEAO en matière d'inclusion économique et financière ainsi que l'analyse et la formulation de politiques économiques financières sensibles au Genre.
- Avoir une connaissance approfondie de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes et des filles ainsi que des instruments internationaux, continentaux et régionaux y afférents.
- Maîtriser l'anglais ou le français. Une connaissance pratique d'une 2ème langue serait un atout.

3.4. Le Cabinet peut recourir aux services de collecteurs nationaux de données, en cas de besoin.

4. METHODOLOGIE

Sous la direction du DDHAS (CCDG), le Cabinet effectuera les tâches suivantes :

- Note d'orientation méthodologique : soumettre une note d'orientation méthodologique pour exposer la compréhension de sa mission, les objectifs, l'approche méthodologique en précisant toutes les parties prenantes qui seront impliquées ainsi que la planification des activités ;
- Conception des outils de collecte et d'analyse des données : le Consultant devra proposer des outils pour la consultation avec les parties prenantes et la collecte de données quantitatives et qualitatives sexospécifiques sur le terrain. Ces données seront exploitées et analysées et vont servir pour l'élaboration de la politique genre dans l'inclusion économique et financière ;
- Collecte de données quantitatives et qualitatives au niveau national et régional avec les parties prenantes : le Cabinet travaillera sur certains corridors et effectuera des voyages dans certains pays cibles à considérer dans l'étude.
- Réalisation de l'état des lieux par l'analyse situationnelle à travers les difficultés rencontrées par les femmes en matière d'inclusion financière et économique et leur participation aux prises de décisions ;
- Rédaction d'une version provisoire (draft) de la politique Genre et Inclusion économique et financière de la CEDEAO ;

- Organisation d'un atelier virtuel de validation technique dudit draft de politique régionale, réunissant les parties prenantes nationales et régionales et élaboration du rapport de la réunion afin d'apporter des suggestions, des modifications et de valider ladite politique, en vue de son adoption par les différents Organes statutaires de la CEDEAO. Les participants seront composés notamment des représentants des Etats membres, des Directions et Agences de la CEDEAO travaillant dans le domaine de l'économie, du genre, du commerce, des organisations de femmes et de jeunes intervenant dans le domaine économique et le commerce, des acteurs du système financier, des organisations de la société civile, du secteur privé, des partenaires au développement et des médias ;
- Finalisation de ladite politique intégrant les observations et recommandations de l'Atelier de validation technique et soumission de la version finale au DDHAS (CCDG).

5. LIVRABLES

- Une note/rapport méthodologique ;
- Des outils de collecte des données ;
- Un Rapport de la mission ;
- Draft de Politique Genre et Inclusion économique et financière de la CEDEAO.
- Rapport de l'atelier de validation de ladite politique ;
- Version finalisée de la Politique Genre et Inclusion économique et financière de la CEDEAO validée par le DDHAS, l'OOAS et la Banque Mondiale.

6. TERMES DE L'EMPLOI

- Le Cabinet sera appelé, en cas de besoin, à travailler en présentiel avec le DDHAS (CCDG), dans ses bureaux basés à Dakar.
- La mission est d'une durée de 60 jours calendaires, soit 44 hommes jours répartis comme suit :

• Actions	Échéance
• Soumission de l'offre technique et financière	Avant la date limite de dépôt des candidatures
Soumission de la note méthodologique démontrant une bonne compréhension de la nature de la mission et de ses exigences et un chronogramme et des observations sur les TDRs proposés	5 jours après la signature du contrat

Soumission d'un premier projet d'étude et un projet de feuille de route au CCDG avec copie à l'OOAS	30 jours après validation de la note méthodologique par le CCDG – l'OOAS et la Banque Mondiale
Soumission de la version révisée du projet de rapport d'étude et du projet de feuille de route.	15 jours après réception par le cabinet de la validation des premiers projets par le CCDG – l'OOAS et la Banque Mondiale.
Elaboration et soumission du projet d'agenda et des documents de travail de l'atelier de validation technique du projet d'étude et de la Feuille de route.	4 jours après présentation des versions finalisées des projets d'étude et de Feuille de route.
Appui à la réalisation de l'Atelier de Validation Technique du Projet d'étude et du Projet de Feuille de route.	2 jours
Soumission du Rapport Final de l'Etude et de la Version finale de la Feuille de route intégrant les inputs de l'atelier de validation technique et du Rapport de l'atelier de validation.	4 jours après l'atelier de validation

7. RÉMUNÉRATION

- Le Cabinet est tenu de s'abstenir de s'impliquer dans toute situation qui pourrait le mettre en conflit d'intérêts dans le cadre de la mission.

Les honoraires sont payables en plusieurs tranches :

- 10% à la signature du contrat ;
- 20% à la soumission du rapport de démarrage
- 40% après soumission du 1^{er} draft et intégration des inputs formulées par le CCDG et ses partenaires ;
- 30% à la soumission satisfaisante du rapport de fin de mission et des documents finaux de la consultation validés par l'OOAS

Les honoraires n'incluent pas les coûts relatifs aux déplacements autorisés par le DDHAS dans le cadre du projet liés à la coordination/organisation des activités et événements liés au projet. Ces coûts seront pris en charge par le Projet, en cas de besoin.

8. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'OFFRE

- Une lettre de manifestation d'intérêt, incluant la période de disponibilité ;
- Les curriculums vitae récents détaillant les expériences professionnelles et missions similaires ;
- Trois références professionnelles ;
- Copie certifiée conforme du diplôme / de la qualification le (la) plus élevé(e) ;
- Copie des certificats de travail ou de service mentionnés dans le curriculum vitae.

9. METHODE DE RECRUTEMENT

Le Cabinet sera sélectionné suivant la méthode de sélection fondée sur les Qualifications du Consultant, tels que définis dans le règlement de passation des marchés de la Banque Mondiale.

10. BUDGET

Le montant prévisionnel de la mission est de 60 000 USD et sera payé sur les Fonds du projet SWEDD+.